

## La situation sécuritaire pendant et après le pouvoir de Bazoum Mohamed, état des lieux

Ces dernières années, dans les pays ouest-africains, notamment en zone sahélienne, la problématique sécuritaire se pose avec acuité et touche une partie importante de la population dans sa globalité et de celle vivant sur les frontières en particulier. Cette situation est due à une fragilité des États sahéliens, dont les moyens sont insuffisants pour garantir la sécurité et l'intégrité de leurs territoires face à la montée du djihadisme local, au terrorisme transnational, à la poussée indépendantiste, à l'antagonisme ethnique, au trafic de drogue et d'armes, à la tentation sécessionniste (Keyta 2015). En effet, la menace sécuritaire est très ancienne dans les pays sahéliens, mais c'est en 2012, à la suite de la crise malienne et de l'arrivée du phénomène de terrorisme, qu'elle s'est complexifiée. La situation se dégrade depuis et se propage davantage dans les pays voisins, dont le Niger et le Burkina Faso.

Dans ce texte, nous allons tenter d'analyser la situation sécuritaire nigérienne et les approches sécuritaires mises en œuvre face aux agissements des groupes armés non étatiques (GANE) dans la région de Tillabéri. Il sera précisément question de faire un état des lieux de la situation sécuritaire actuelle et de celle du régime déchu dans cette région. Le choix de la région de Tillabéri est motivé par le fait qu'elle est la région la plus touchée par le phénomène sécuritaire au Niger et aussi par le fait qu'elle partage sa

**Oumarou A. Abdoul Aziz**

LERSA  
Niamey

frontière avec le Burkina Faso et le Mali, pays faisant face également aux violences armées animées par l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) sous la bannière de l'État islamique (EI) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), branche de Al-Qaïda.

### Situation sécuritaire de la région de Tillabéri à la veille du coup d'État du 26 juillet 2023

Sous le régime d'Issoufou Mahamadou, le Niger a subi une pression considérable de la part des groupes armés non étatiques (GANE), caractérisée par des attaques particulièrement meurtrières. Cependant, depuis le début de son mandat le 2 avril 2021, son successeur, Bazoum Mohamed, a réussi à faire face à ces groupes de manière relativement efficace. La gestion de la situation sécuritaire par Bazoum Mohamed représente une rupture significative par rapport à celle de son prédécesseur, dont le régime a été marqué par une activité intense des GANE, responsables de nombreuses tragédies au Niger. Les résultats jusqu'à présent attribués au régime de Bazoum Mohamed semblent découler d'une stratégie mettant l'accent sur le dialogue et

les négociations avec les groupes armés plutôt que de s'appuyer exclusivement sur des solutions militaires.

Dans le cadre de ce dialogue, des chefs terroristes ont été libérés des prisons de haute sécurité de Kollo et Koutoukalé, comme l'a affirmé Mohamed Bazoum lors d'une réunion sur la situation sécuritaire du pays en ces termes :

*«J'ai identifié neuf chefs terroristes. On m'a conseillé de libérer des prisonniers que j'ai directement reçus au palais de la présidence parce que je cherche la paix.»*

Il ajoute :

*«Je ne ménage aucun moyen. J'ai libéré sept à huit personnes détenues dans les prisons de Kollo (Sud), de Koutoukalé (prison de haute sécurité) et j'ai plein d'émissaires dans toutes les zones [...] j'ai essayé des réconciliations dans les villages, je me débrouille comme je peux.»<sup>1</sup>*

Cette approche a notablement réduit les attaques terroristes contre les Forces de défense et de sécurité (FDS) du Niger, tout en apaisant les tensions sécuritaires qui existaient auparavant entre les autorités de Niamey et les groupes terroristes.

La stratégie de prévention et de lutte contre le terrorisme mise en place par le régime de Bazoum comprend également une dimension de médiation visant à réconcilier les communautés locales résidant dans les zones précédemment

identifiées comme étant affectées par l'insécurité. Ces médiations ont été supervisées par des entités telles que la Haute Autorité à la consolidation de la paix (HACP) et Promédiation. À un moment donné, elles ont contribué à la réconciliation entre les Peuls et les Zarma dans le département de Banibangou ainsi qu'entre les Peuls et les Touaregs dans le département d'Abala. Cependant, il est important de noter que ces réconciliations demeurent précaires, car des actes de violence isolés opposant ces communautés avaient déjà été observés avant les événements du 26 juillet 2023.

En effet, il est nécessaire de rappeler que le Nord-Tillabéri a été depuis les années 1990 une zone conflictuelle dans laquelle s'opposent les communautés pastorales, d'une part, et les pasteurs et agriculteurs, d'autre part. Ces conflits à connotation ethnique sévissent de part et d'autre de la frontière entre le Niger et le Mali. Des groupes ethniques aux activités similaires ou divergentes s'affrontent, pour la plupart, pour des raisons foncières ou économiques. Ces violences à tendance identitaire ont favorisé la constitution de groupes d'autodéfense dont le contrôle échappe à l'État du fait de la porosité des frontières entre ces deux pays (Oumarou 2020).

Dans la région de Tillabéri, particulièrement les zones frontières avec le Burkina Faso et le Mali, l'absence de l'État est l'un des facteurs qui expliquent le sentiment d'exclusion des populations de la zone, qui sont régulièrement exposées à des incursions de groupes extrémistes violents et à des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles. Au Niger, la gestion des conflits fonciers se fait, au niveau local, à travers les autorités coutumières. Elle se caractérise par la corrup-

tion et la partialité dans les prises de décision, ce qui conduit à des règlements de comptes entre les populations et à l'enrôlement dans les groupes armés afin de pouvoir se faire justice.

### **Situation sécuritaire depuis les événements du 26 juillet 2023**

Depuis la prise du pouvoir par les militaires regroupés au sein du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), la situation sécuritaire a évolué de manière significative. Si le régime déchu a pu mettre en place un système tacite de « non-agression » avec les GANE, les nouvelles autorités de Niamey n'ont pas encore défini une politique sécuritaire claire pour lutter contre le terrorisme. De plus, la situation sécuritaire s'est fortement détériorée, avec plusieurs incidents meurtriers notés au cours du premier mois du pouvoir militaire, entraînant de nombreuses pertes dans les rangs des FDS et civils de la région de Tillabéri. Cette résurgence de l'insécurité est exacerbée par la fragilité des dispositifs de sécurité liée au relâchement de la présence de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire, ainsi que par les sanctions et menaces d'intervention militaire de la Cédéao et de ses alliés politiques, notamment la France. Ces facteurs empêchent les militaires de se concentrer pleinement sur la situation sécuritaire, créant ainsi une incertitude quant à la stratégie à adopter dans la lutte contre le terrorisme, avec des conséquences préjudiciables pour la sécurité générale.

Tout semble indiquer que le CNSP adoptera une approche différente de celle du régime précédent. D'ailleurs, dès leur prise de pouvoir en fin juillet, lors de leur premier discours justifiant les rai-

sons du coup d'État, le comité de transition a critiqué la politique sécuritaire de Mohamed Bazoum, la jugeant inefficace face à la montée en puissance du terrorisme. De plus, la coopération en cours avec le Mali et le Burkina Faso, deux pays sous régime militaire, en dit long sur leur orientation potentielle en matière de politique de sécurité. En effet, ces deux pays soutenus respectivement par les forces de Wagner et les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) n'ont pas opté pour une négociation avec les groupes armés au moment de leur prise de pouvoir. Leur approche consiste à combattre les terroristes tout en leur offrant la possibilité de se repentir. Il ne serait donc pas surprenant que le Niger, qui est redevenu ami et collaborateur clé de ces pays, adopte une stratégie similaire vis-à-vis des groupes terroristes.

Enfin, ce qui pourrait potentiellement distinguer les politiques sécuritaires du régime de Bazoum et des militaires et qui pourrait représenter un avantage pour le CNSP dans la lutte contre le terrorisme serait l'adoption d'une approche offensive similaire à celle mise en œuvre au Mali et au Burkina Faso. Il convient de noter que la tactique du pouvoir déchu de Niamey était plus défensive qu'offensive, ce qui a suscité des critiques de la part des populations vivant dans les zones d'insécurité ainsi que de la part des acteurs de la société civile nigérienne. Des entretiens récents que j'ai menés auprès de populations déplacées de la commune de Ouro Guéladio (département de Say, région de Tillabéri) sont révélateurs de ce système que ces acteurs estiment inefficace. Il en ressort principalement que les FDS n'attaquent jamais les groupes armés, mais attendent toujours d'être attaqués pour riposter.

De plus, même lorsque les populations signalent la présence ou une attaque de djihadistes contre un village, les FDS n'interviennent pas rapidement, car elles attendent souvent une autorisation tardive de la hiérarchie pour décider d'intervenir ou pas. Cette situation a entraîné une détérioration de la coopération entre les FDS et les populations locales, renforçant l'idée selon laquelle les autorités déchues et leurs collaborateurs ne sont pas déterminés à éradiquer les groupes terroristes et pourraient même être responsables de l'indif-

férence de la hiérarchie militaire face aux actions violentes perpétrées par ces groupes contre les populations locales.

### Note

1. *Jeune Afrique*, 2022, politique au Niger : Bazoum Mohamed libère des terroristes en vue d'ouvrir un dialogue, <https://WWW.jeuneafrique.com/1319950/politique/niger-mohamed-bazoum-libere-des-terroristes-en-vue-douvrir-le-dialogue>, consulté le 30/09/2023 à 18 h 15.

### Références

- Keyta, N., 2015, *Paix et stabilité politique en Afrique de l'Ouest : le cas du Mali*, FSHSE1/ULSH2-Bamako.
- Oumarou, A.A.A., 2020, Les facteurs explicatifs des conflits armés dans le département de Banibangou et leurs impacts sur les pasteurs locaux, Université Abdou Moumouni, Faculté des lettres et sciences humaines, département de sociologie et anthropologie, mémoire de master de recherche, option Espace, sociétés et développement.



CODESRIA Book Series

**FORTHCOMING**



# LA SÉCURITÉ ET LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Perspectives comparées entre la région de l'Afrique de l'Ouest et la région arabe



**Abdallah Saaf**  
Professeur émérite de science politique à l'Université Mohammed V de Rabat

*Abdallah Saaf est actuellement professeur à la faculté de gouvernance économique, sciences économiques et sociales (FGSES) de l'Université polytechnique Mohammed VI (UM6P), et directeur du Centre d'études et de recherches en sciences sociales (CERSS). Ancien doyen de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammeda et ancien ministre de l'éducation, le Professeur Saaf a plusieurs articles et ouvrages sur plusieurs thèmes dont celui de la sécurité.*





@codesria - <https://codesria.org> - [codesria@codesria.org](mailto:codesria@codesria.org) - [publications@codesria.org](mailto:publications@codesria.org)

Le livre tente de traiter de la corrélation entre la question de la réforme de l'État et celle des services de sécurité dans les pays arabes du Proche-Orient et ceux de l'Afrique de l'Ouest. La restructuration des secteurs de sécurité signifie le réaménagement de l'appareil de l'État, avec les effets sur la société. Les enjeux renvoient aux figures classiques de la conflictualité, la démocratisation, l'évolution des droits de l'homme, le modèle des réformes des secteurs de sécurité, le développement, la militarisation rampante mais aussi la désécuritisation, les anciennes et nouvelles menaces à la lumière des changements géopolitiques dans le monde. Il aborde la sécurité dans ses multiples sens de sécurité dans l'État et de sécurité de l'État, et leurs impacts sur la réforme de l'État dans les deux régions étudiées qui constituent un angle d'étude précieux pour comprendre les réalités institutionnelles, politiques, économiques, sociales et culturelles.

Le présent ouvrage se penche sur la corrélation entre un concept (la sécurité) et une institution (l'État). Mr Abdallah Saaf décortique les effets qu'ont les dynamiques du concept sur la réforme de l'institution. Au-delà du raisonnement pédagogique auquel l'auteur nous a habitués dans ses travaux précédents, la réflexion est, ici, d'autant plus pertinente qu'elle s'adosse à la comparaison du phénomène dans deux régions (arabe et Ouest-africaine) où, l'ambition de pérennisation de l'État/Institution s'est toujours trouvée dans la nécessité de se conformer aux préoccupations dynamiques et changeantes, de la défense de l'État/Nation et de la sécurité de sa population.

Abdelhak Bassou, professeur à l'Université Mohammed VI Polytechnique, Rabat, Maroc

Un livre essentiel pour comprendre les doctrines et les politiques de sécurité dans la Méditerranée arabe et en Afrique de l'Ouest, une région séparée et unie par les défis stratégiques du Sahel. L'ambition du livre est de montrer qu'une politique de sécurité qui garantit la sécurité des États et la démocratie est compatible. Son argument est convaincant et constitue une contribution importante à la réflexion stratégique, qui s'ajoute à la bibliographie déjà riche de l'auteur.

Álvoro Vasconcelos, ancien directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne